

Amélie Poinssot

DANS LA TÊTE
DE VIKTOR ORBÁN

essai

SOLIN
ACTES SUD

INTRODUCTION

Avril 2018. Une atmosphère de dépression collective s'abat sur les milieux opposants de Budapest. Pour la quatrième fois, dont la troisième consécutive, Viktor Orbán est désigné Premier ministre, et son parti, le Fidesz, retrouve une majorité des deux tiers à l'Assemblée. Il y a des chances pour qu'après cette victoire écrasante, ce mandat ne soit pas le dernier : dans son discours d'investiture au Parlement, celui qui se revendique de la "démocratie illibérale¹" se projette jusqu'en 2030. "Cela nous encourage et nous confère le droit de préparer nos plans dans une perspective non pas à quatre, mais à dix ans, et même à douze. Une

1. La notion de démocratie illibérale est apparue pour la première fois en 1997, sous la plume de l'essayiste américain Fareed Zakaria, dans la revue *Foreign Affairs*, puis quelques années plus tard dans son ouvrage *L'avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*. À l'époque, les pays européens ne rentrent pas dans son champ d'analyse. Sont donnés comme exemples la Russie de Boris Eltsine, l'Argentine de Carlos Menem, la Biélorussie de Loukachenko ou encore le Kazakhstan de Nazarbaïev. Des pays où les dirigeants sont élus, mais où les citoyens sont privés de "leurs droits fondamentaux".

gouvernance nous y oblige d'ailleurs, puisque l'exécution du prochain budget de l'Union européenne s'étendra jusqu'en 2030", assure-t-il le 10 mai 2018¹. Si Orbán remporte son pari, cela fera un total de vingt-quatre années à la tête de la Hongrie.

“C'est une tragédie dépourvue d'intérêt intellectuel”, dit le philosophe Gáspár Miklós Tamás. “C'est une insulte à notre intelligence”, dit de son côté l'historien Miklós Konrád². L'un et l'autre représentent deux générations d'intellectuels – celle des dissidents à l'époque communiste et celle de leurs enfants. Deux générations désorientées par le phénomène Orbán dans une société extrêmement clivée. Face à une opposition éclatée et de nombreux abstentionnistes, le Fidesz a été reconduit au pouvoir avec environ 2,8 millions de voix sur près de 8 millions d'électeurs. Comment expliquer le succès de ce système ?

Trois mois après le scrutin, le Fidesz organisait, comme chaque année, son université d'été. Ce rendez-vous est traditionnellement l'occasion pour Orbán de

1. Les citations des discours de Viktor Orbán tenus depuis 2010 sont tirées des textes rassemblés par le site officiel du gouvernement hongrois. Pour la période 2010-2014, les textes sont en hongrois : <http://2010-2014.kormany.hu/hu/miniszterelnokseg/miniszterelnok/beszedekek-publikaciok-interjuk?page=39> ; pour la période 2014-2018, les textes sont traduits en anglais (et certains en français) : <http://www.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches>.

2. Sauf mention contraire, les propos cités dans cet ouvrage sont issus d'entretiens avec l'auteure. Miklós Konrád est le fils de l'écrivain et ancien opposant au système communiste György Konrád.

dresser les grands axes des mesures à venir, en particulier en matière de politique étrangère. À la tribune, il se félicite, une nouvelle fois, du résultat des législatives et se place dans la perspective des élections européennes. Puis, en marge de l'intervention officielle, il a une brève discussion improvisée avec un groupuscule identitaire flamand venu à sa rencontre. Confraternel, tout sourire, il commence par expliquer sa stratégie à ces jeunes Belges qui viennent de créer leur formation. En anglais, sur le ton de la complicité, il leur explique que son discours est une sorte de combinaison de politique et de showbiz : ce genre d'événement avec les fidèles du Fidesz leur permet de poser des questions, c'est ce que l'on appelle la démocratie de base, dit-il, sourire en coin. On le sent ironique, mais les jeunes Belges, eux, croient aux valeurs familiales qu'ils ont relevées dans le discours du numéro un hongrois, lequel a assuré que le déclin démographique de son pays serait enrayeré d'ici à 2030. Ils ne sont pas venus écouter des recettes électorales, ils sont venus chercher de l'inspiration et entendre un message politique. Ils veulent contrer cette "immigration de masse, cette décadence culturelle à l'Ouest", et se demandent si c'est possible en Belgique. Orbán se ressaisit tout à coup. "Au final, chaque nation reçoit ce qu'elle mérite, dit-il alors sur un ton convaincu. Donc, réveillez-vous. Réveillez-vous le plus tôt possible, sinon vous allez avoir des problèmes. Les tendances en cours ne sont pas seulement désagréables et inadéquates, elles sont aussi en train de changer dramatiquement les bases de notre civilisation." Les Flamands acquiescent. "La première étape est de croire qu'on peut changer les choses", conclut

l'un des membres du groupe. "Et de trouver les bons partenaires et les alliances stratégiques, lui répond Orbán. Vous avez besoin d'une équipe. Sans équipe, la politique ne marche pas."

De fait, la quatrième victoire du Fidesz aux législatives ne doit rien au hasard. Elle a été pensée et préparée par des équipes rompues au jeu électoral et qui, depuis les réformes de 2010-2011, bénéficient d'un contexte institutionnel extrêmement favorable. La population a été abreuvée de messages *via* une campagne en grande partie financée sur le budget de l'État. Partout dans le pays, des affiches ont attisé un péril migratoire qui n'existe pas et désigné comme responsable le milliardaire d'origine hongroise George Soros. Les médias pro-gouvernementaux ont regorgé d'agressivité, de présentations caricaturales et de fausses nouvelles. Après trente ans d'existence, la machine électorale du parti est parfaitement rodée et le leadership de son chef, incontesté.

La constance de Viktor Orbán depuis 2010 invite à penser qu'il y a chez lui une base idéologique. En quelques années, le chef du gouvernement hongrois a profondément modifié les institutions du pays, transformant la démocratie hongroise en un régime où les pouvoirs du Fidesz sont extrêmement étendus. Il en a même fait une doctrine politique, énonçant en 2014 le principe de la "démocratie illibérale" – expression qu'il ne réitérera pas par la suite au vu de l'avalanche de commentaires qu'elle suscitera. Le numéro un hongrois a en outre réussi à imposer, *de facto*, une ligne anti-immigration jusqu'au niveau européen : un positionnement sécuritaire, focalisé sur la fermeture des frontières et rétif à toute démarche de solidarité.

Pourtant, au début de sa carrière politique, Orbán a défendu des positions tout à fait contraires à celles qu'il incarne aujourd'hui. Au moment où le régime communiste s'effondre, en 1989, c'est un défenseur des libertés individuelles et de l'État de droit. Plus tard, il se montre ouvert à des alliances politiques inattendues. Progressivement, il impose de nouveaux marqueurs. Le chef du Fidesz s'adapte à chaque circonstance pour en tirer le meilleur parti possible.

Viktor Orbán a-t-il des convictions intimes ou bien est-il animé par un goût immodéré du pouvoir qui l'amène à embrasser n'importe quelle cause, pourvu qu'elle lui rapporte des voix ?

Décrypter les discours du dirigeant hongrois et parler avec les personnes qui l'entourent à Budapest m'a paru essentiel pour comprendre ce qui se joue aujourd'hui sur le continent européen. Ce qui se trame dans la tête de Viktor Orbán est en effet emblématique d'une certaine élite politique en Europe centrale, passée ces trente dernières années de l'opposition démocratique au sein du bloc communiste à ce qu'elle dénonçait autrefois : une pratique autoritaire du pouvoir. À Varsovie, à Budapest, à Bratislava, à Prague, à Bucarest, on peut observer de nombreux points de convergence. Or, à la différence des extrêmes droites occidentales, le Fidesz tout comme le PiS en Pologne sont issus de la droite de l'échiquier politique et n'entendent pas se "normaliser" ni se "dédiaboliser" pour accéder ou se maintenir au pouvoir. C'est au contraire en parvenant aux plus hautes fonctions de l'État que ces partis radicalisent leur discours et font peu à peu tomber toutes les digues du "politiquement correct".

Dans le cas du Fidesz, cette évolution se fait tout en maintenant un affichage de parti modéré, grâce à son appartenance à la grande formation de la droite européenne, le PPE (Parti populaire européen). Cet affichage est d'autant plus utile qu'il lui assure une protection quand il ne fait plus de doute pour personne que le système Orbán a contribué à construire ce que le sociologue et ancien ministre Bálint Magyar appelle un "État-mafia"¹.

À l'heure où de nombreux pays ont basculé dans ce que les médias ont coutume de nommer le populisme, le cas Orbán fait apparaître une combinaison de tendances communes à plusieurs pays et de singularités propres à la Hongrie. Le chef du Fidesz a mis en œuvre une politique identitaire qui établit de multiples ponts avec d'autres droites du continent. Mais il joue aussi sur des ressorts spécifiquement hongrois, à travers la relecture et l'instrumentalisation d'une histoire nationale douloureuse. L'univers d'Orbán est peuplé de victimes et de figures héroïques. C'est de ces dernières que le dirigeant hongrois veut faire partie.

1. Bálint Magyar, *Post-Communist Mafia State : The Case of Hungary*, Central European University, 2016. Bálint Magyar, qui prit part activement à la transition postcommuniste, a été ministre de l'Éducation dans deux gouvernements socialistes avant et après le premier gouvernement Orbán : entre 1996 et 1998, puis entre 2002 et 2006.

LE CIMENT DE L'ANTICOMMUNISME

Budapest, place des Héros, 16 juin 1989. Après des semaines de négociations, dans une Hongrie où le système unipartite est en train d'éclater, un réenterrement des martyrs du soulèvement de 1956 est organisé à l'initiative des familles des victimes. C'est la première commémoration officielle de cette révolution écrasée par les chars soviétiques. Après une trentaine d'années de mensonges sur ce bain de sang qui a fait plus de 2 500 morts, ceux que les autorités communistes avaient désignés comme les "traîtres contre-révolutionnaires" sont publiquement réhabilités.

La cérémonie se tient sur l'une des places les plus emblématiques de Budapest et elle est retransmise en direct à la télévision d'État. Les dépouilles du chef du gouvernement révolutionnaire Imre Nagy et de quatre de ses collaborateurs, qui avaient été froidement exécutés et enterrés dans le secret, ont été exhumées pour être réinhumées dignement. Un sixième cercueil, vide, symbolise les centaines d'autres victimes. Pour les dizaines de milliers de Hongrois rassemblés là, c'est un moment très émouvant. Pour le Parti socialiste ouvrier – le parti communiste dirigeant –, c'est l'aveu d'une

défaite morale : il n'est pas invité à prendre la parole. Seuls s'expriment des proches des victimes... et un représentant de la jeune génération.

Cheveux mi-longs, barbe naissante, cet homme de vingt-six ans parle au micro pendant quelques minutes. Il n'est pas très grand, il lit son texte, mais il se tient la tête haute et sa voix est assurée. Il surprend par ses phrases tranchantes dans une cérémonie marquée par le deuil et le recueillement. Son propos est politique. L'armée soviétique doit quitter la Hongrie immédiatement, clame-t-il, devant une foule ébahie.

Ce jeune homme, c'est Viktor Orbán. Diplômé deux ans plus tôt de la faculté de droit de Budapest, il a cofondé, avec une trentaine de personnes, une organisation de jeunesse qui ne veut pas rentrer dans le moule du régime communiste : le Fidesz (Alliance des jeunes démocrates). Anticlérical, anti-autoritariste, libéral, le mouvement est insignifiant politiquement mais il attire rapidement de nombreux membres. Faire tomber le régime est encore au-delà de ses espérances. Ce que veulent ces jeunes "radicaux", comme ils se désignent eux-mêmes, c'est garantir des espaces de liberté à l'intérieur du système. Et ce qu'ils ne veulent pas, c'est rejoindre l'organisation de jeunesse du parti communiste.

Quand il apparaît à la tribune, ce jour de juin 1989, Viktor Orbán est un parfait inconnu. À l'issue de son discours quelques minutes plus tard, tout le monde aura retenu son visage. "En exigeant le départ des troupes soviétiques, il demande une chose qui ne pouvait se faire en un claquement de doigts. Cela nécessitait des mois de négociation et de préparation – qui plus est

à un moment où tout pouvait encore se retourner”, se souvient un des personnages importants de l'époque, Géza Jeszenszky. Alors porte-parole du Forum démocratique hongrois (MDF), jeune parti conservateur formé six mois avant le Fidesz, cet homme deviendra ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la transition puis, quelques années plus tard, ambassadeur d'Orbán aux États-Unis. “Rappelons-nous le coup d'État des généraux de l'été 1991 à Moscou : rien n'était joué, l'ouverture démocratique à l'œuvre en Pologne et en Hongrie en 1989 n'avait rien de définitif. Orbán prend un risque, ce qu'il exige peut lui valoir d'être arrêté. C'est une preuve de courage, et il en tirera la leçon qu'en politique, il n'est pas nécessaire d'être prudent ; ce qu'il faut, c'est avoir une vision.” De ce discours, dont la version finale sera remaniée à la dernière minute avec son proche ami László Kövér (qui occupera à partir de 2010 le poste de président du Parlement), Orbán comprendra que foncer, sans s'embarasser de doutes et de discussions, peut être couronné de succès.

Les deux amis nourrissent depuis le début des années 1980 une farouche opposition au parti communiste qui s'est propagée sur les bancs de la fac de droit de Budapest. “C'était la première génération qui n'était pas obligée d'avoir sa carte au parti pour pouvoir prendre des responsabilités à l'université, témoigne László Kéri, l'un des anciens professeurs d'Orbán, alors membre du courant des communistes réformateurs. Pour ma génération, cela paraissait incroyable, mais pour les autorités du moment, cela passait.” Orbán est né en 1963. Autrement dit, il n'a pas connu le soulèvement

de 1956 ni la “consolidation” qui s’est ensuivie. Moins marquée par l’endoctrinement du régime sous la coupe de Moscou, et moins craintive face à une éventuelle répression, sa génération ose, plus que les précédentes. Le contexte est aussi plus favorable : quand Orbán fait ses premiers pas à la fac, en 1983, le régime hongrois est déjà celui qui se montre le plus tolérant au sein du bloc de l’Est. Sous la direction de János Kádár, il s’est ouvert progressivement, suivant le principe énoncé par ce dernier en 1961 dans la *Pravda* : “Qui n’est pas contre nous est avec nous.” De façon à s’éviter une contestation frontale, le régime accorde des avantages matériels et accepte l’émergence de certaines idées, tant qu’elles ne sont pas directement dirigées contre lui. Comparativement aux autres ressortissants des démocraties populaires, les Hongrois voyagent plus facilement à l’Ouest. La dissidence y est moins persécutée. La pensée non marxiste a droit de cité à l’université. Un courant réformateur se forme au sein du parti au pouvoir... C’est dans ce climat, propice au débat d’idées et à la critique du communisme, que le personnage politique d’Orbán se construit.

Créé en 1983, le collège d’études supérieures¹ Bibó, où il réside et apprend le droit, est à l’image de cette ouverture. Le nom de ce foyer de Budapest où les étudiants

1. Les collèges d’études supérieures (*szakkollégium*) sont une spécificité hongroise. Il s’agit de structures indépendantes, constitutives du système universitaire hongrois, qui garantissent à leurs membres un environnement d’excellence tout au long de leurs études et exercent une grande influence sur leurs futures carrières professionnelles.